

**DEPARTEMENT DU BAS-RHIN**

**Commune de CHATENOIS**

**Arrondissement de SELESTAT**

**Extrait du procès-verbal**

**des délibérations du Conseil Municipal**

Nombre des membres  
du Conseil Municipal élus : 27

Séance du 20 janvier 2022

Nombre des membres  
qui se trouvent en fonction : 27

Sous la présidence de M. Luc ADONETH, Maire

Nombre des membres  
qui ont assisté à la séance : 21

**Présents :**

M. Christian OTTENWAELDER, Mme Sylvie LIGNER, M. Stéphane SIGRIST,  
Mme Christine GILL, M. Christophe BOHN, Mme Anne HEUBERGER,  
Adjoints au Maire

MM. Daniel BROCKER, Patrick DELSART, Mme Marie-Antoinette  
SYLVESTRE, MM. Jean-Paul BARTH, Pascal HELDE, Christophe  
ELSAESSER, Mme Nadine GUTHAPFEL, M. Michel GOETTELDMANN, Mme  
Sandrine DEMAY, M. Denis WACHBAR, Mmes Sabrina DUSSOURD,  
Amandine MARTIN, M. Jean LACHMANN, Mme Bénédicte  
SADOWNICZYK, Conseillers municipaux

**Absents excusés :**

Mme Lysiane STENGER donne pouvoir à Luc ADONETH

Mme Claire-Catherine Brun donne pouvoir à Stéphane SIGRIST

Mme Axèle EBELIN donne pouvoir à Christian OTTENWAELDER

M. Eric BRUNSTEIN donne pouvoir à Jean LACHMANN

Mme Anne-Catherine DORIDANT donne pouvoir à Bénédicte  
SADOWNICZYK

M. Yann VILARDELL donne pouvoir à Jean LACHMANN (excepté point  
10.2)

**Absents :**

**10. Budget – Finances – Développement économique – Elections – Personnel administratif - Tourisme**

**RAPPORTEUR : M. Christophe BOHN**

**10.1. Débat d'Orientation Budgétaire**

*Le rapport d'orientations budgétaires a été envoyé à l'ensemble des Conseillers avec la convocation. M. BOHN présente le document dans son ensemble. Le Procès-Verbal du Conseil reprend l'essentiel des éléments du ROB, à savoir les indicateurs financiers et les projets d'investissement à venir. Les éléments financiers concernant l'endettement sont détaillés dans le ROB annexé. Il rappelle que c'est la deuxième année qu'il est produit en interne par Emilie Schutz, la responsable des Finances.*

La loi d'Administration Territoriale de la République (ATR) de 1992 a imposé la tenue d'un débat d'orientation budgétaire (DOB) dans les deux mois précédant le vote du budget primitif pour les communes de plus de 3 500 habitants et pour les intercommunalités disposant d'une commune de plus de 3 500 habitants.

Plus récemment, l'article 107 de la loi Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) a modifié les articles L 2312-1, L3312-1, L 5211-36 du CGCT relatifs au DOB en complétant les dispositions relatives à la forme et au contenu du débat. Sur le contenu, ce rapport doit maintenant non seulement présenter un volet financier mais également un volet ressources humaines pour les communes de plus de 10 000 habitants

L'article R 2313-1 du CGCT énonce les ratios synthétiques que doivent présenter les communes de plus de 3 500 habitants dans leur débat d'orientation budgétaire.

**Ratio 1** = Dépenses réelles de fonctionnement (DRF)/population : montant total des dépenses de fonctionnement en mouvement réels. Les dépenses liées à des travaux en régie (crédit du compte 72) sont soustraites aux DRF.

**Ratio 2** = Produit des impositions directes/population (recettes hors fiscalité reversée).

**Ratio 3** = Recettes réelles de fonctionnement (RRF)/population : montant total des recettes de fonctionnement en mouvements réels. Ressources dont dispose la collectivité, à comparer aux dépenses de fonctionnement dans leur rythme de croissance.

**Ratio 4** = Dépenses brutes d'équipement/population : dépenses des comptes 20 (immobilisations incorporelles) sauf 204 (subventions d'équipement versées), 21 (immobilisations corporelles), 23 (immobilisations en cours), 454 (travaux effectués d'office pour le compte de tiers), 456 (opérations d'investissement sur établissement d'enseignement) et 458 (opérations d'investissement sous mandat). Les travaux en régie sont ajoutés au calcul. Pour les départements et les régions, on rajoute le débit du compte correspondant aux opérations d'investissement sur établissements publics locaux d'enseignement (455 en M14).

**Ratio 5** = Dette/population : capital restant dû au 31 décembre de l'exercice. Endettement d'une collectivité à compléter avec un ratio de capacité de désendettement (dette/épargne brute) et le taux d'endettement (ratio 11).

**Ratio 6** = DGF/population : recettes du compte 741 en mouvements réels, part de la contribution de l'État au fonctionnement de la collectivité.

**Ratio 7** = Dépenses de personnel/DRF : mesure la charge de personnel de la collectivité ; c'est un coefficient de rigidité car c'est une dépense incompressible à court terme, quelle que soit la population de la collectivité.

**Ratio 8** = Marge d'autofinancement courant (MAC) = (DRF + remboursement de dette)/RRF : capacité de la collectivité à financer l'investissement une fois les charges obligatoires payées. Les remboursements de dette sont calculés hors gestion active de la dette. Plus le ratio est faible, plus la capacité à financer l'investissement est élevée ; a contrario, un ratio supérieur à 100 % indique un recours nécessaire à l'emprunt pour financer l'investissement. Les dépenses liées à des travaux en régie sont exclues des DRF.

**Ratio 9** = Dépenses brutes d'équipement/RRF = taux d'équipement : effort d'équipement de la collectivité au regard de sa richesse. À relativiser sur une année donnée car les programmes d'équipement se jouent souvent sur plusieurs années. Les dépenses liées à des travaux en régie, ainsi que celles pour compte de tiers sont ajoutées aux dépenses d'équipement brut.

**Ratio 10** = Dette/RRF = taux d'endettement : mesure la charge de la dette d'une collectivité relativement à sa richesse.

**Récapitulatif des ratios obligatoires :**

<b>Dépenses</b>	<b>France 2020</b>	<b>Réalisé 2018</b>	<b>Réalisé 2019</b>	<b>Réalisé 2020</b>	<b>Réalisé 2021</b>	
Dépenses réelles de fonct/Population (R1)	820	654	623	579	600	En €/hab
Dépenses d'équipement brut/population (R4)	294	244	232	248	293	En €/hab
Frais de personnel/dépenses réelles de fonctionnement (R7)	54,20	47,8	51,2	50	51,3	En %
Dépenses d'équipement brut/recettes réelles de fonctionnement (R 9)	28,7	29,1	28,2	30,5	33,8	En %
<b>Recettes</b>	<b>France 2020</b>	<b>Réalisé 2018</b>	<b>Réalisé 2019</b>	<b>Réalisé 2020</b>	<b>Réalisé 2021</b>	
Impôts directs/population (R2)	477	525	534	540	554	En €/hab
Recettes réelles de fonct/population (R3)	1023	839	823	814	868	En €/hab
DGF/POPULATION (R6)	153	122	112	123	126	En €/hab
<b>Dette</b>	<b>France 2020</b>	<b>Réalisé 2018</b>	<b>Réalisé 2019</b>	<b>Réalisé 2020</b>	<b>Réalisé 2021</b>	
Encours dette/POP (R5)	741	440	435	350	747	En €/hab
Encours de la dette/recettes réelles de fonct (R10)	0,72	0,52	0,53	0,43	0,86	En nbre d'années de recettes courantes
Charges de fonct/remb dette/recettes réelles de fonct (R8)	88,1	87,1	85,2	81,6	79,5	En %

**Les projets prévus pour 2022 et années suivantes :**

**FONCIER**

- Acquisitions foncières diverses : 20 000 € par an (2022-2026)

**VOIRIE**

- Rue de RIBEAUVILLE enfouissement – réaménagement : 407 000€, 2023 : 293 000€ voirie (recettes escomptées 20 000€ de subvention)
- Rue des Goumiers : 700 000 € (300 000 € en 2023 et 400 000 € en 2024)
- Enfouissement réseaux rue du Maréchal FOCH : 46 000€
- Parking derrière Beysang : 3 000€
- Elargissement Neuerweg : 5 000€ (2023 : 303 000€)
- Chemin Sommerberg (Scherwiller) : 5 500€
- Divers chemins ruraux : 10 000€ par an (2023-2026)
- Etude hydraulique prévention des inondations versant nord Hahnenberg/Rottenberg suite inondations Mittelmuehl : 30 000€ (recettes escomptées 10 000€ de subvention)
- Réaménagement Grube suite inondations – consolidation et enrochement : 50 000€ (recettes escomptées 15 000€ de subvention)
- Voirie et sécurisation Vieux chemin de Sélestat : 393 000€
- Rondpoint collège et parvis : 12 000€ (1 400 € RAR à ce jour + 400 000€ travaux 2025)
- Requalification RN59 études MOE 2024 : 50 000 €
- Achèvement rue des Bains : 55 000 €
- Voirie rte Kintzheim- rétablissement suite construction : 8 000 €

## ECLAIRAGE PUBLIC

- Armoire EP route de Scherwiller : 6 000€
- Rue de l'Ortenbourg – Annexe (7 lum) : 3 000€
- Rachat des luminaires Licht Orschwiller (12 lum) : 3 000€
- Renouvellement du parc : 30 000€ par an (2023-2026), (recettes escomptées 12 000€ de subvention par an)

## BATIMENTS

- Défibrillateur CCA : 2 300€
- Infiltrations clocheton mairie : 23 300€
- MTP travaux : CP 2022 : 878 000€ (recettes escomptées 250 000€ de subventions)
- Complexe sportif : CP 2022 = 1 546 500€  
Recettes à percevoir : CEA : 462 393€ / REGION : 200 000€ / DETR reliquat : 289 652€ / CLIMAXION : 57 890€
- Cuisine et mobilier complexe sportif : 20 000 €
- Agrandissement ELT : 400 000€ (2023-2024)
- Rénovation énergétique EMB : 120 000€ en 2023 (recettes escomptées 40 000 € de subvention)
- Rénovation énergétique EEK : 120 000 en 2023 (recettes escomptées 40 000 € de subvention)
- Illumination clocher Eglise : 12 500 € en 2023

## CADRE DE VIE

- Maintien à niveau ELT 2022 : Autolaveuse, meuble de rangement cuisine + serrure, bac de rangement vaisselle, film solaire vitrage dojo, remplacement sol et flutes gravées : 20 500€
- Maintien à niveau ELT : 30 000€ par an (2023-2026)
- Cimetière allée transversale béton désactivé : 45 000€
- Jardins partagés aménagement : 30 000€
- Illuminations de Noël : 10 000€ en 2022, puis 3000€ par an (2023-2026)
- Mobilier urbain : 5 000€ par an
- Vidéosurveillance et serveur : 85 800€ en 2022 (recettes escomptées 20 000€ de subvention)
- Vidéosurveillance maintenance : 10 000€ par an (2023-2026)
- Fibre communale dédiée : 45 000€
- Skate parc / pumptrack : 12 000 €
- Complexe sportif bornes de recharges électriques : 32 000€ (recettes escomptées 10 000€ de subvention)
- Stèle cimetière : 6 000€ en 2023

## EDUCATION

### EMB :

- 1 TBI : 4 200€
- Matériel PPMS : 1 000€
- Matériel pour salle de motricité : 3 100€
- Mise à niveau annuelle : 6 000€ (2023-2026)

### EMH :

- 1 TBI : 4 200€
- Matériel PPMS : 1 000€
- Mobilier et imprimante : 1 100€
- Aire de jeux : 16 000€
- Mise à niveau annuelle : 6 000€ (2023-2026)

### EEK :

- 2 TBI : 8 400€
- Matériel PPMS et mobilier : 3 300€
- Mise à niveau annuelle : 10 000 €

## DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET TOURISTIQUE

- Fouilles : Stabilisation et mise en valeur du site : 25 000€ puis 30 000€ par an (2023-2026)
- Illumination remparts : 45 000€ en 2023

## SERVICES GENERAUX

- Renouvellement parc informatique Mairie et Police Municipale : 15 000€
- Maintien à niveau NTIC services communaux : 5 000 € par an (2023-2026)
- Renouvellement mobilier Mairie : 2 500€ par an
- Espaces Verts : saleuse pour tracteur, brosse terrain synthétique, petit outillage : souffleur, débroussailleuse, combi perche : 20 000€
- Espaces Verts : Tondeuse 1 200€
- Maintien à niveau atelier (EV et BV) : 30 000€ par an (2023-2026)
- Atelier : Scie à onglet, éclairage ext de l'atelier, feu d'éclairage toit tracteur, modif circuit hydraulique godet malaxeur : 10 500€
- Atelier : véhicule d'occasion 32 500€
- Police Municipale : 1 vélo électrique : 3 300€

#### **a. Les besoins de financement pour l'année 2022**

Afin de financer ses dépenses d'investissement, la Collectivité s'appuiera en 2022 sur :

- L'emprunt à hauteur de 2 000 000 € ;
- Des subventions d'investissement à hauteur de 1 380 000 €.
- Des excédents de fonctionnement capitalisés pour environ 649 087,40 € (à confirmer après validation du Compte Administratif 2021 par la Perception)

#### **b. Les restes à réaliser de 2021 pour l'année 2022**

- Les alarmes pour les bâtiments communaux à hauteur de 5 700 € (matériel livré en janvier 2022)
- Le véhicule Jumper Citroën pour l'Atelier (engagement 2021 mais problème d'approvisionnement par le garage) : 27 766,76 €
- Maison du Tourisme et du Patrimoine : 28 000 €
- Salle des Tisserands (système de clés + logiciel) : 10 700 €
- Complexe Sportif : 1 320 500 €
- Eclairage Public (facture LMS doit arriver en janvier) : 2 000 €
- Rue des Bains : 50 500 €
- Rondpoint Parvis Collège : 1 400 € (facture LAPS à 6000 € arrivée en décembre 2021)

Concernant l'endettement page 20 : Le maire évoque les budgets 2014-2015 qui étaient très contraints avec de très forts remboursements.

M. BOHN enchérit sur les taux faibles qui permettent de relativiser l'effort de la commune : elle remboursera finalement moins que ce qui était remboursé en début de mandat.

Il rappelle en outre que les ratios ont changé depuis deux ans. Le ratio de la capacité de désendettement n'est plus le ratio utilisé ni demandé aujourd'hui par les instances étatiques. Il propose qu'il soit cependant calculé et extrait pour le prochain budget 2023.

M. LACHMANN prend la parole et souhaite émettre 4 remarques :

Il évoque une faiblesse des frais de fonctionnement : 600€ par habitant à Châtenois, contre 824€ pour les communes de la strate équivalente. Il émet l'hypothèse que ce doit être lié au manque de ressources humaines. Il insiste sur le fait que les bras sont nécessaires pour faire avancer les projets actuels.

Concernant les emprunts : il constate une forte augmentation de la dette entre 2020 et 2021, avec un ratio qui augmentera encore pour 2022. Il trouve regrettable que le ratio de la capacité de désendettement ne soit pas intégré. Il explique que c'est le rapport entre les dettes et l'épargne brute et que ce n'est pas difficile de le calculer. Il explique que cela donne le nombre d'années pour rembourser la dette si elle utilise toute son épargne brute. Il propose donc que pour le BP2022, soit rajouté ce ratio pour les 3 dernières années.

Ensuite, il revient sur la méthodologie des AP/CP qu'il ne faudra pas oublier de remettre à jour pour le budget. Il ajoute que les projets du Neuerweg et la rue des Goumiers pourront se monter sur ces AP/CP ;

Enfin, il demande quels sont les chiffres estimatifs de la requalification RN59, ceux-ci tournant autour des 500 000€ ou du million d'euros selon les sources. Il rappelle que le contournement devrait être opérationnel en 2023 et demande comment cette opération sera intégrée.

Le Maire répond que compte tenu de la longueur de la voie, le chiffre sera nettement supérieur. Par ailleurs vu le programme actuel du mandat, seules les réflexions et études seront lancées pendant ce mandat, les travaux seront laissés pour le mandat suivant, par tranches pour des raisons techniques et financières. Il explique que lors des transferts de voirie par l'Etat ou le Département, ils ont l'obligation de fournir un enrobé neuf ou de verser la somme correspondante selon le projet communal. Une recette sera donc prévue pour ce projet.

Concernant le ratio, le Maire confirme que le ratio actuel ne veut pas dire grand-chose et que l'ancien, plus pertinent, sera calculé ultérieurement. En revanche, vu les délais très rapprochés cette année, il ne promet pas que ce soit fait sur cet exercice.

Enfin, le Maire en profite pour remercier Emilie SCHUTZ pour son travail effectué, qui s'est enrichi depuis l'abandon du cabinet financier qui ne rendait qu'un travail médiocre et peu lisible.

M. DELSART prend la parole. Il souhaiterait que sa proposition faite précédemment soit entendue concernant la présentation au Conseil du bilan social. Le bilan social est en effet un document étayé sur les ressources humaines et permettrait à chacun de savoir quelles sont les forces et les faiblesses réelles de la commune, compte tenu de la dynamique actuelle.

Le Maire émet un avis favorable à la proposition de M. DELSART. Cela sera préparé au cours d'un Conseil de cette année.

**Considérant** l'avis favorable de la Commission des Finances le 12 janvier 2022,

Le Conseil Municipal,

**PREND ACTE** du Rapport d'Orientations Budgétaires 2022 tel qu'annexé.

DELIBERATION EXECUTOIRE  
Pour extrait conforme  
Châtenois, le 26 janvier 2022  
Le Maire,



# Commune de CHATENOIS

## RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE 2022

---

### Préparation du budget 2022



## SOMMAIRE

1. Eléments de contexte des Collectivités Locales
2. Les règles de l'équilibre budgétaire
3. Les recettes de fonctionnement
  - a. Historique des recettes réelles de fonctionnement
  - b. La structure des recettes réelles de fonctionnement pour 2021
4. Les dépenses de fonctionnement
  - a. Historique des dépenses réelles de fonctionnement
  - b. Les charges à caractère général et autres charges de gestion courante
  - c. Les charges de personnel
5. Les recettes d'investissement
6. Les dépenses d'investissement
7. L'endettement de la collectivité
  - a. Evolution de l'encours de la dette
8. Les investissements de la collectivité pour 2021
  - a. Les projets
  - b. Les besoins de financement
9. Les ratios obligatoires

---

La loi d'Administration Territoriale de la République (ATR) de 1992 a imposé la tenue d'un débat d'orientation budgétaire (DOB) dans les deux mois précédant le vote du budget primitif pour les communes de plus de 3 500 habitants et pour les intercommunalités disposant d'une commune de plus de 3 500 habitants.

Plus récemment, l'article 107 de la loi Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) a modifié les articles L 2312-1, L3312-1, L 5211-36 du CGCT relatifs au DOB en complétant les dispositions relatives à la forme et au contenu du débat. Sur le contenu, ce rapport doit maintenant non seulement présenter un volet financier mais également un volet ressources humaines pour les communes de plus de 10 000 habitants.

### • **Eléments de contexte des Collectivités locales**

Le législateur a créé à destination des communes les moins aisées fiscalement ou répondant à des problématiques de revitalisation de milieux ruraux ou urbains les trois dotations suivantes :

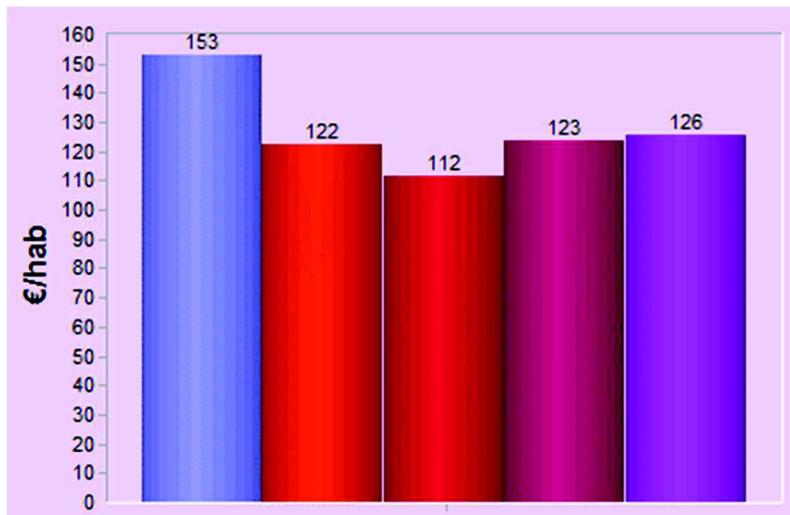
- La Dotation de Solidarité Rurale réservée aux communes de moins de 10 000 habitants répondant à des problématiques rurales ;
- La Dotation de Solidarité Urbaine réservée aux communes de plus de 5 000 habitants répondant à des problématiques urbaines ;
- La Dotation Nationale de Péréquation réservée aux communes les moins riches fiscalement au regard notamment de leur fiscalité économique.

L'évolution des enveloppes de ces trois dotations est chaque année financée en partie par un prélèvement de la Dotation Forfaitaire des communes les plus aisées fiscalement.

Remarque : les données mentionnées dans le présent document sont issues du compte administratif 2021 édité le 04.01.2022 et sous réserve d'encaissements éventuels par la Perception et de la validation des derniers mandats d'investissement de décembre 2021.

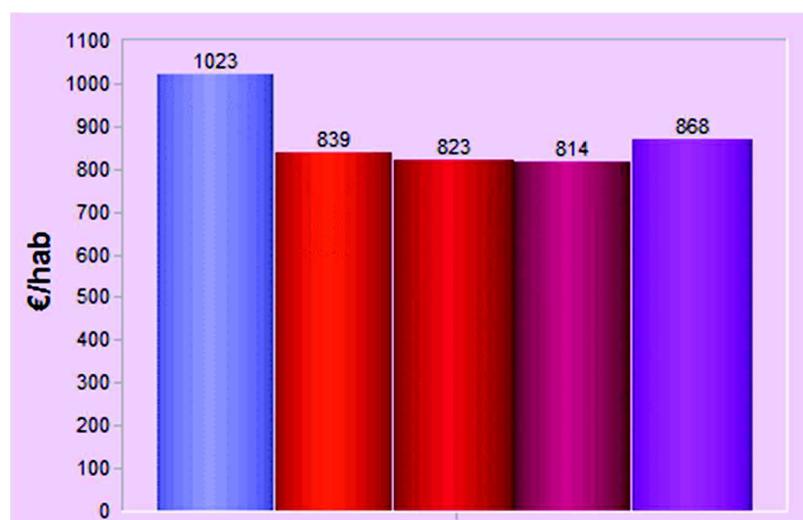
Légende	
	France 2020 (communes de la même strate)
	Réalisé 2018 Châtenois
	Réalisé 2019 Châtenois
	Réalisé 2020 Châtenois
	Réalisé 2021 Châtenois

**Dotation globale de fonctionnement / Population (Ratio 6- voir page 25)**



Produit de la dotation globale de fonctionnement (DGF) par habitant

**Recettes réelles de fonctionnement / Population (Ratio3)**



Recettes courantes par habitant

## • Les règles de l'équilibre budgétaire

L'article L.1612-4 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) dispose que : " Le budget de la collectivité territoriale est en équilibre réel lorsque la section de fonctionnement et la section d'investissement sont respectivement votées en équilibre, les recettes et les dépenses ayant été évaluées de façon sincère, et lorsque le prélèvement sur les recettes de la section de fonctionnement au profit de la section d'investissement, ajouté aux recettes propres de cette section, à l'exclusion du produit des emprunts, et éventuellement aux dotations des comptes d'amortissements et de provisions, fournit des ressources suffisantes pour couvrir le remboursement en capital des annuités d'emprunt à échoir au cours de l'exercice".

Autrement dit, pour qu'il y ait équilibre réel, chaque section doit être votée en équilibre comptable, c'est à dire avec un solde positif ou nul.

- La section de fonctionnement doit obligatoirement avoir un solde positif ou nul. L'excédent constituera alors une recette d'investissement.
- La section d'investissement doit aussi être votée à l'équilibre mais devra respecter une condition supplémentaire : le montant de remboursement du capital de la dette ne pourra pas être supérieur aux recettes d'investissement de la Collectivité hors emprunt. Cela veut dire qu'une Collectivité ne pourra pas inscrire un emprunt pour compenser tout ou partie du remboursement du capital de sa dette sur un exercice.

Enfin, les budgets sont tenus par un principe de sincérité. La définition du principe comptable de sincérité dit "La sincérité est l'application de bonne foi des règles et procédures en fonction de la connaissance que les responsables des comptes doivent normalement avoir de la réalité et de l'importance des opérations, événements, et situations."

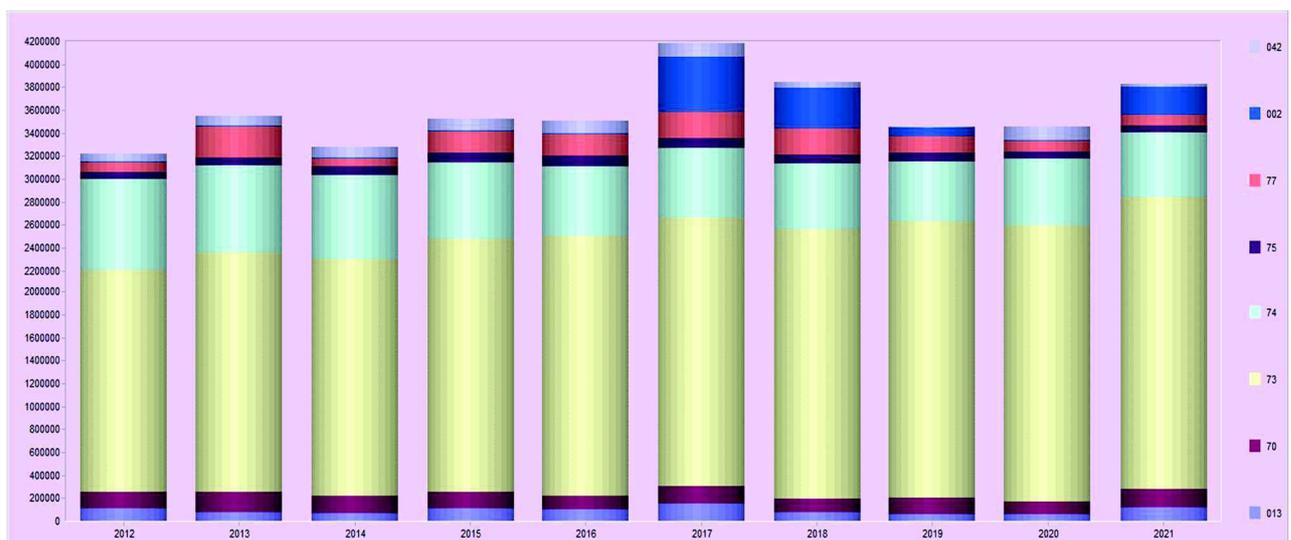
Le Préfet contrôlera en priorité les éléments suivants :

- L'équilibre comptable entre les deux sections ;
- Le financement obligatoire de l'emprunt par des ressources définitives de la section d'investissement.

## • Les recettes de fonctionnement de la commune

### a. Historique des recettes réelles de fonctionnement

Le graphique ci-dessus présente une synthèse des recettes réelles de fonctionnement sur la période 2012-2021.



Le tableau ci-dessous détaille ces mêmes recettes.  
**Evolution des recettes de fonctionnement par chapitre**

Evolution des recettes de fonctionnement par chapitre										
Chapitre	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
013	107 172,31	75 557,14	71 184,88	111 910,31	104 601,94	150 608,47	73 513,58	57 598,28	60 275,94	117 034,23
70	145 568,79	178 430,78	151 763,21	145 661,88	117 924,89	150 663,62	120 011,54	143 647,35	104 962,49	162 646,66
73	1 955 564,32	2 100 367,02	2 079 615,70	2 218 191,91	2 279 629,75	2 357 951,73	2 368 107,73	2 426 301,02	2 429 860,82	2 563 423,01
74	794 864,81	767 939,50	730 231,36	671 169,59	603 916,20	612 664,08	576 159,51	524 459,23	581 006,54	559 092,93
75	57 513,79	63 401,83	74 728,14	78 245,36	94 043,37	82 970,99	70 247,34	76 555,09	62 823,25	60 756,68
77	87 485,10	276 429,15	75 080,46	195 664,81	194 240,84	228 787,09	230 088,34	144 295,49	99 536,99	95 343,64
002	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	478 036,98	356 758,22	82 668,00	0,00	247 245,57
042	69 429,23	88 650,28	98 969,29	101 163,09	111 046,13	121 597,99	51 566,88	0,00	118 248,23	19 807,24
	<b>3 217 598,35</b>	<b>3 550 775,70</b>	<b>3 281 573,04</b>	<b>3 522 006,95</b>	<b>3 505 403,12</b>	<b>4 183 280,95</b>	<b>3 794 886,26</b>	<b>3 455 524,46</b>	<b>3 338 466,03</b>	<b>3 825 349,96</b>

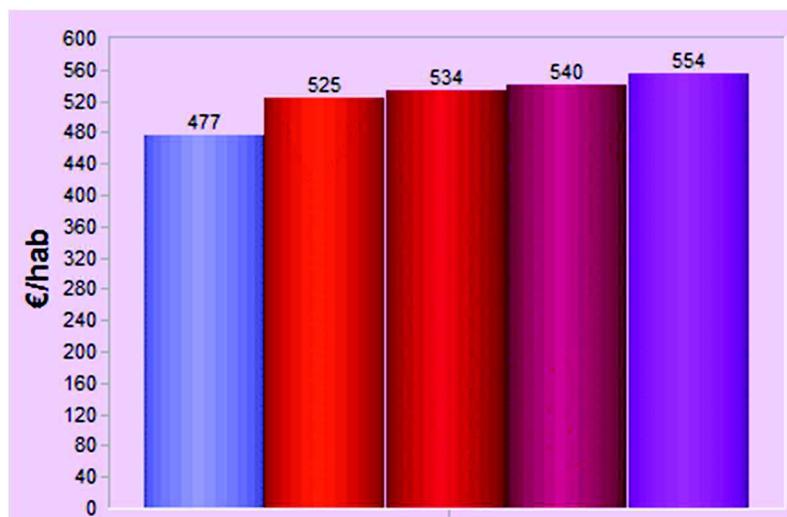
INTITULÉ des chapitres :

- 013 « Atténuation de charges » (remboursements charges de personnel)
- 70 « Produit des services et des domaines »
- 73 « Impôts et taxes »
- 74 « Dotations/subventions »
- 75 « Autres produits de gestion courante » (loyers, fermages, charges des locataires)
- 77 « Produits exceptionnels »
- 002 « Excédent de fonctionnement »
- 042 « Opérations d'ordre »

La baisse des opérations d'ordre est liée à la baisse de l'amortissement des subventions (environ 25 000 € en 2020 et 19 000 € en 2021) et en 2020 les écritures comptables réalisées pour 60 000 € environ suite à l'achat du camion (prise, constatation plus-value etc).

Légende	
	France 2020 (communes de la même strate)
	Réalisé 2018 Châtenois
	Réalisé 2019 Châtenois
	Réalisé 2020 Châtenois
	Réalisé 2021 Châtenois

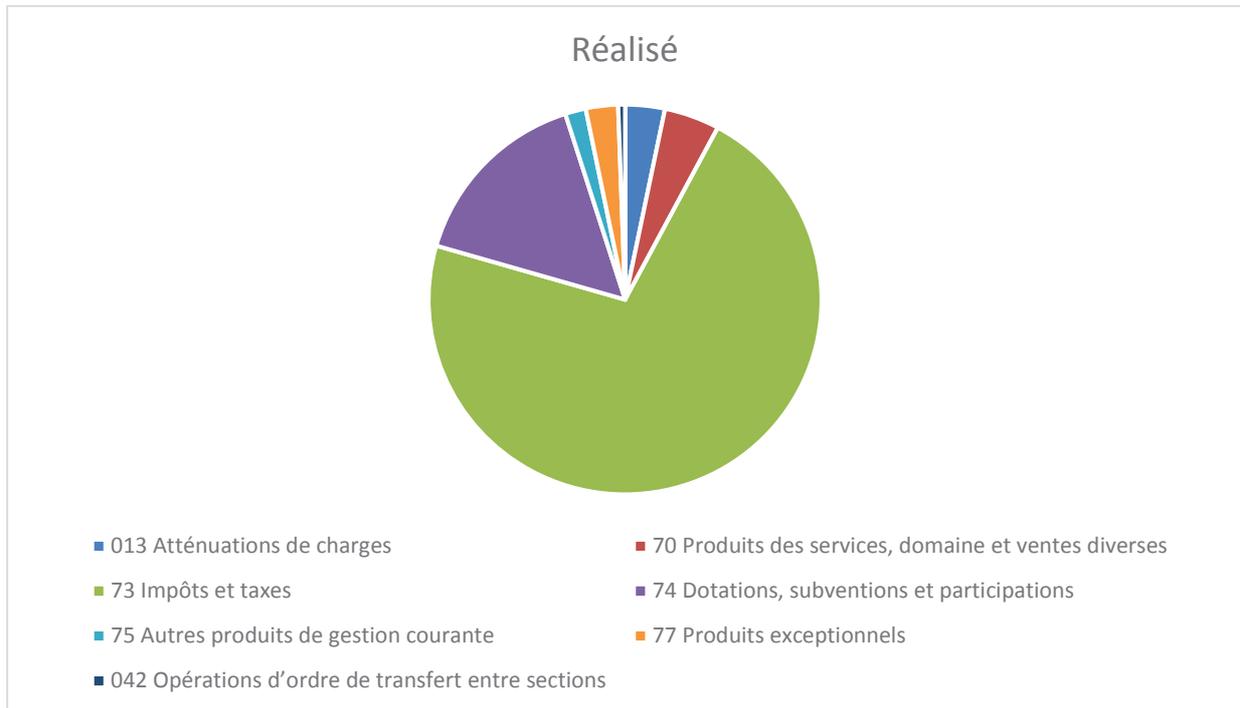
**Impôts direct / Population**  
**Impôts par habitant (Ratio 2)**



La légère hausse en 2021 est liée à l'évolution des bases d'imposition, qui est déterminée par l'Etat et certaines compensations de l'Etat.

## La structure des recettes réelles de fonctionnement pour l'exercice 2021

Les recettes réelles de fonctionnement s'élèvent en 2021 à un montant total de 3 578 453,42 € au 4 janvier 2022 et sous réserve des derniers encaissements éventuels.

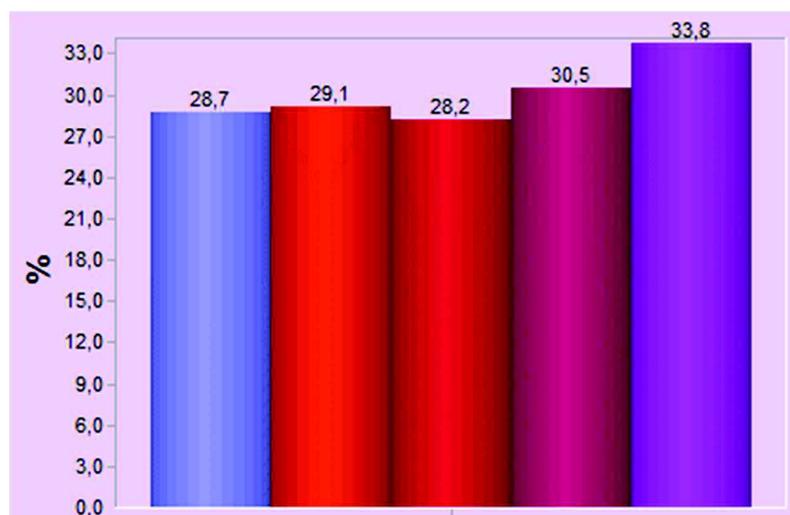


<b>Recettes de fonctionnement</b>			
<b>Chapitre</b>	<b>Désignation</b>	<b>Réalisé</b>	<b>% Réalisation</b>
013	Atténuations de charges	117 034,23	3,27%
70	Produits des services, domaine et ventes diverses	162 646,66	4,55%
73	Impôts et taxes	2 563 423,01	71,64%
74	Dotations, subventions et participations	559 092,93	15,62%
75	Autres produits de gestion courante	60 756,68	1,70%
77	Produits exceptionnels	95 343,64	2,66%
042	Opérations d'ordre de transfert entre sections	19 807,24	0,56%
	<b>TOTAL RECETTES</b>	<b>3 578 453,42</b>	<b>100%</b>

## Dépenses d'équipement brut / Recettes réelles de fonctionnement (Ratio 9)

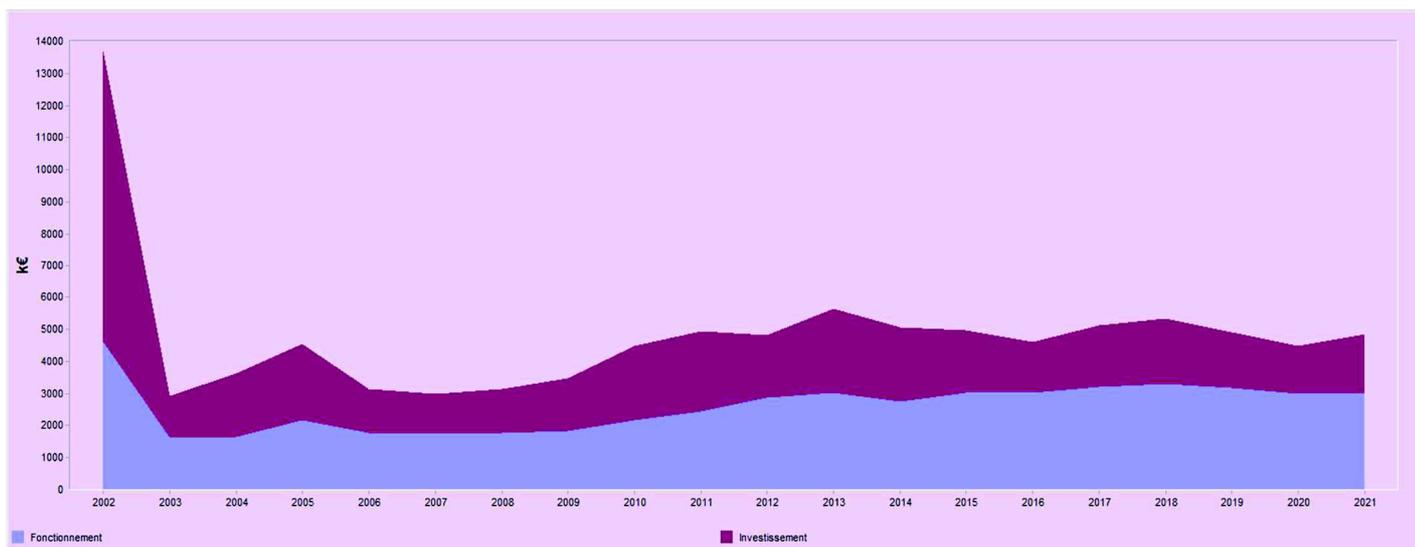
Comparaison de l'effort d'équipement au niveau des recettes réelles de fonctionnement

<b>Légende</b>	
	France 2020 (communes de la même strate)
	Réalisé 2018 Châtenois
	Réalisé 2019 Châtenois
	Réalisé 2020 Châtenois
	Réalisé 2021 Châtenois



## • Les dépenses de fonctionnement/investissement

### a. Historique des dépenses réelles de fonctionnement/investissement

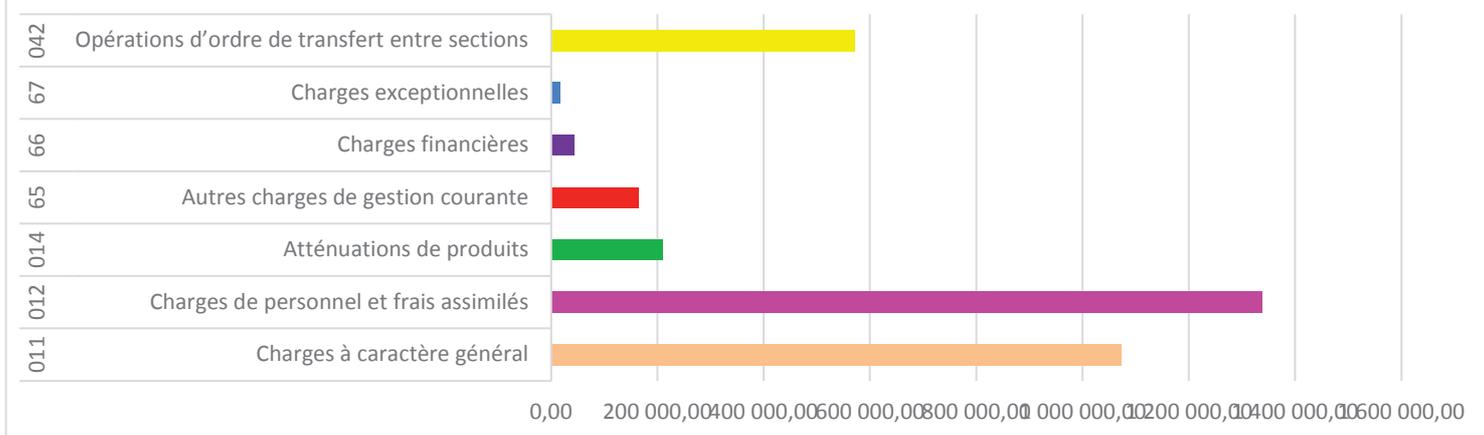


<i>Evolution des dépenses</i>				
<i>Année</i>	<i>Fonctionnement</i>	<i>% évolution fonct.</i>	<i>Investissement</i>	<i>% évolution invest.</i>
2002	4 620 759,70		9 065 797,89	
2003	1 604 713,32	-65,27%	1 310 115,37	-85,55%
2004	1 653 343,16	3,03%	1 976 380,83	50,86%
2005	2 152 815,50	30,21%	2 389 618,46	20,91%
2006	1 767 758,37	-17,89%	1 387 518,06	-41,94%
2007	1 744 137,12	-1,34%	1 244 100,95	-10,34%
2008	1 755 727,68	0,66%	1 389 683,45	11,70%
2009	1 818 511,19	3,58%	1 651 946,29	18,87%
2010	2 177 834,09	19,76%	2 319 590,27	40,42%
2011	2 447 786,59	12,40%	2 486 556,10	7,20%
2012	2 872 385,60	17,35%	1 954 191,23	-21,41%
2013	3 011 755,56	4,85%	2 620 559,16	34,10%
2014	2 746 637,83	-8,80%	2 319 791,76	-11,48%
2015	3 004 421,38	9,39%	1 952 506,12	-15,83%
2016	3 027 366,14	0,76%	1 589 820,88	-18,58%
2017	3 206 856,53	5,93%	1 923 760,10	21,00%
2018	3 300 535,84	2,92%	2 049 811,30	6,55%
2019	3 164 253,22	-4,13%	1 754 008,07	-14,43%
2020	2 998 327,60	-5,24%	1 490 346,76	-15,03%
2021	3 031 579,08	1,11%	1 804 325,75	21,07%
<b>TOTAL DEPENSES</b>	<b>52 107 505,50</b>		<b>44 680 428,80</b>	

La moyenne des dépenses sur 10 ans est de 3 036 411,81 € pour le fonctionnement et reste relativement stable. La moyenne sur l'investissement des dix dernières années est de 1 945 512,11€.

## b. Les charges à caractère général et les autres charges de gestion courante 2020

### Charges à caractère général et autres charges de gestion courante



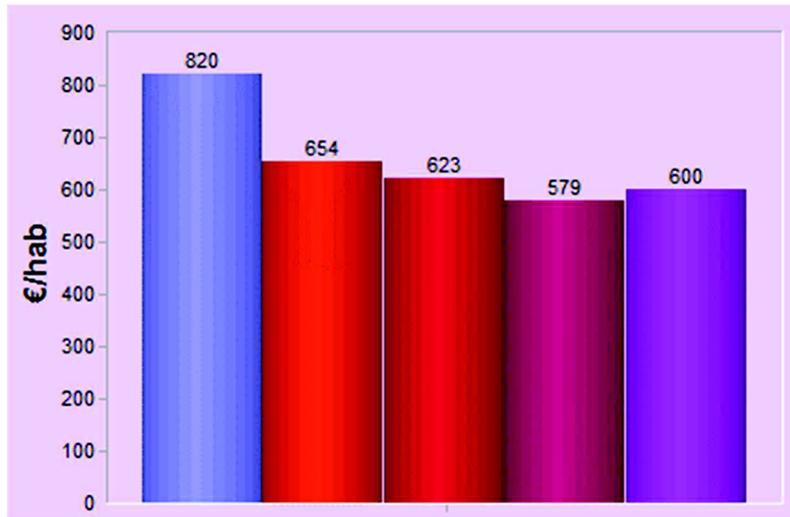
Dépenses de fonctionnement				
Chapitre	Désignation	Réalisé 2020	Réalisé 2021	% d'évolution
011	Charges à caractère général (eau/ass/gaz/elec/téléphone/maintenance/fournitures)	726 859,00	784 740,30	7,96%
012	Charges de personnel et frais assimilés	1 187 741,38	1 263 224,35	6,36%
014	Atténuations de produits (FNGIR/FPIC)	206 003,00	208 971,00	1,44%
65	Autres charges de gestion courante (Elus)	151 787,87	143 840,21	-8,61%
66	Charges financières	45 483,52	41 568,99	-8,61%
67	Charges exceptionnelles (subv except)	54 638,95	17 509,42	-67,95%
042	Opérations d'ordre de transfert entre sections	624 373,66	570 819,32	-8,58%
	<b>TOTAL DEPENSES</b>	<b>2 996 887,38</b>	<b>3 030 673,59</b>	<b>1,13%</b>

**Pour les charges à caractère général** la hausse est liée aux frais de chauffage/électricité (décalage de factures de 2020 reçues en janvier 2021, davantage de ventilation des écoles lié au Covid), aux frais de formation (davantage en 2021 qu'en 2020), les frais liés aux festivités (même si réduites en 2021, il y en a eu davantage qu'en 2020). Les dépenses en produits d'hygiène sont restées importantes en raison de la crise sanitaire : gel hydroalcoolique, bobines de serviettes en quantité importante pour l'ELT et les 3 écoles.

**Charges de personnel** : la hausse est liée aux absences maladie qui ont été remplacées (exemple : service PM, ELT, apprentie école remplacée par une contractuelle). Également la régularisation des agents placés en longue maladie (rattrape salaire à temps plein sur 1 an) Davantage d'heures supplémentaires rémunérées qu'en 2020 (élections et certaines manifestations maintenues). Les remboursements liés aux absences maladies et charges du personnel s'opèrent en recettes de fonctionnement, C/641, CHAP 13 « Atténuation de charges ».

En 2021, le remboursement des agents en congé maladie s'élève à 72 632,65 € contre 36 816,84 € en 2020. En tenant compte de ces données, la hausse réelle entre les deux exercices n'est que de 3,33%.

### Dépenses réelles de fonctionnement hors travaux en régie / Population (Ratio 1)



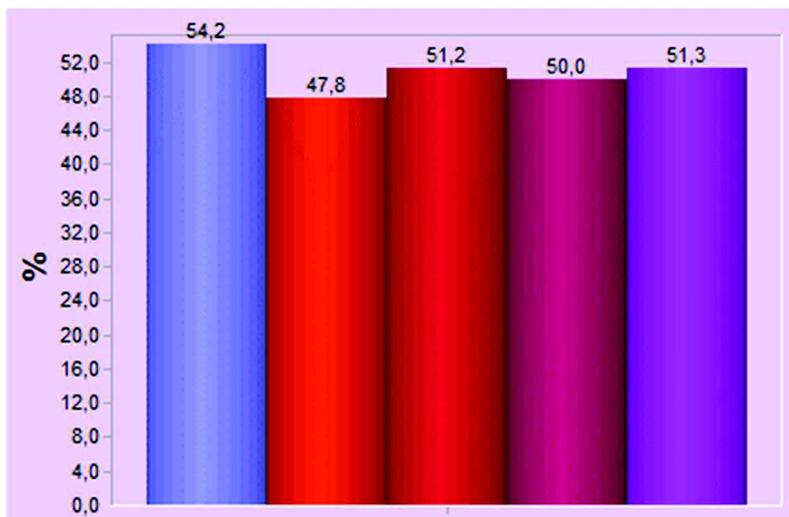
Evaluation de la charge totale de fonctionnement par habitant

Légende	
	France 2020 (communes de la même strate)
	Réalisé 2018 Châtenois
	Réalisé 2019 Châtenois
	Réalisé 2020 Châtenois
	Réalisé 2021 Châtenois

### c. Les charges de personnel

Légende	
	France 2020 (communes de la même strate)
	Réalisé 2018 Châtenois
	Réalisé 2019 Châtenois
	Réalisé 2020 Châtenois
	Réalisé 2021 Châtenois

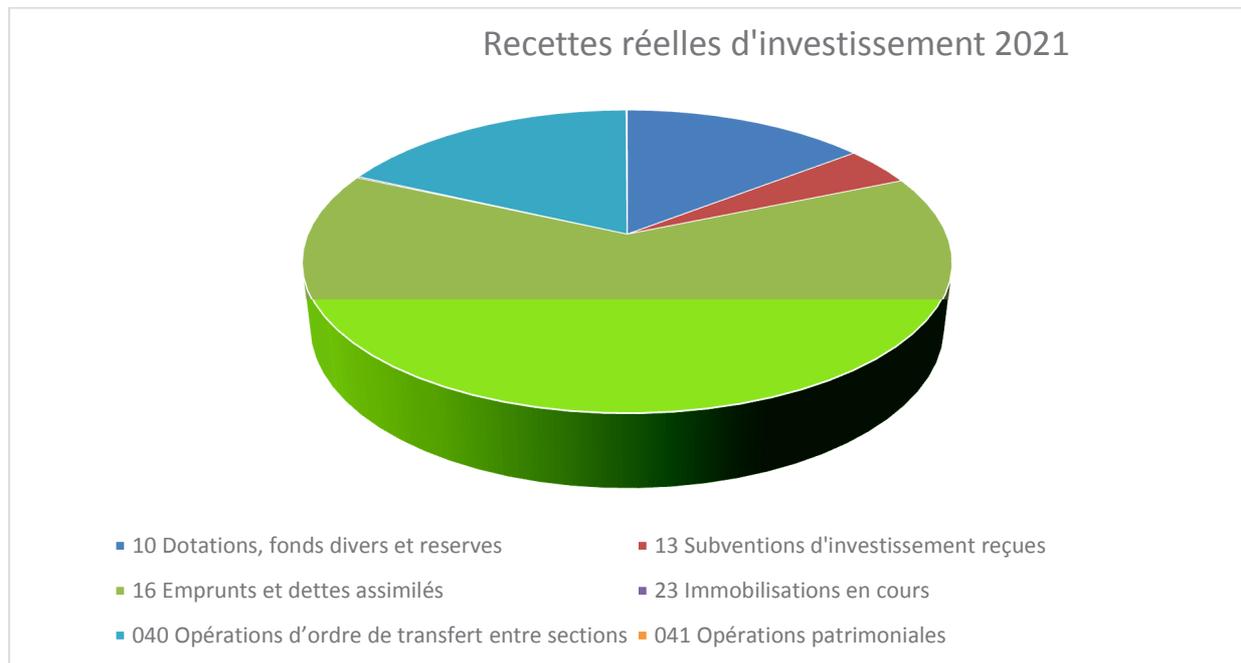
Frais de personnel / Dépenses réelles de fonctionnement (Ratio 7)



Part des dépenses réelles de fonctionnement affectée aux frais de personnel

A titre d'information, le total des dépenses pour le chapitre 012/Charges de personnel et frais assimilés représente la somme de 1 263 224,35 € en 2021 contre 1 187 741,38 en 2020.

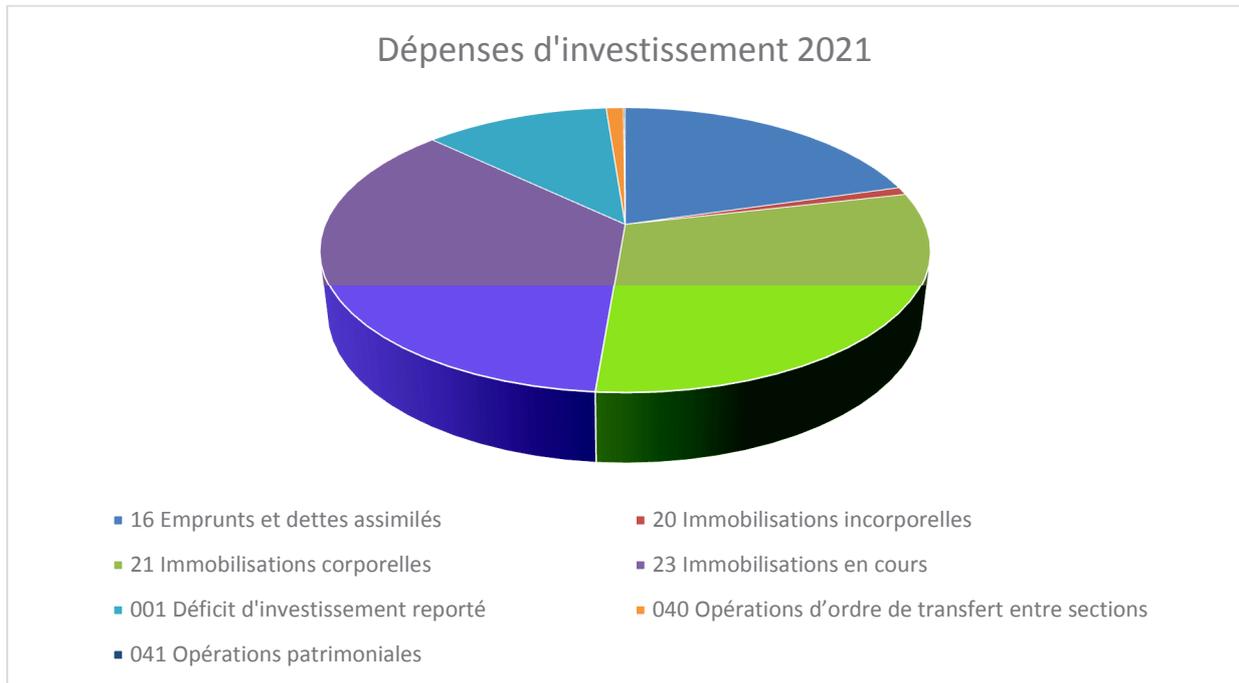
## • Les recettes d'investissement 2021



<i>Recettes d'investissement</i>			
<i>Chapitre</i>	<i>Désignation</i>	<i>Réalisé</i>	<i>% du total des recettes</i>
10	Dotations, fonds divers et réserves	459 238,45	14,50%
13	Subventions d'investissement reçues	131 157,00	4,14%
16	Emprunts et dettes assimilés	2 000 000,00	63,14%
23	Immobilisations en cours (C/238 récupération avance SPIE Rue des Bains)	4 539,46	0,14%
040	Opérations d'ordre de transfert entre sections	570 818,32	18,02%
041	Opérations patrimoniales	1 956,00	0,06%
	<b>TOTAL DEPENSES</b>	<b>3 167 709,23</b>	<b>100,00%</b>

Les subventions d'investissement perçues concernent des acomptes de DETR pour le logement Place des Charpentiers (7 061 €) et pour le complexe sportif (124 096 €).

## • Les dépenses d'investissement 2021



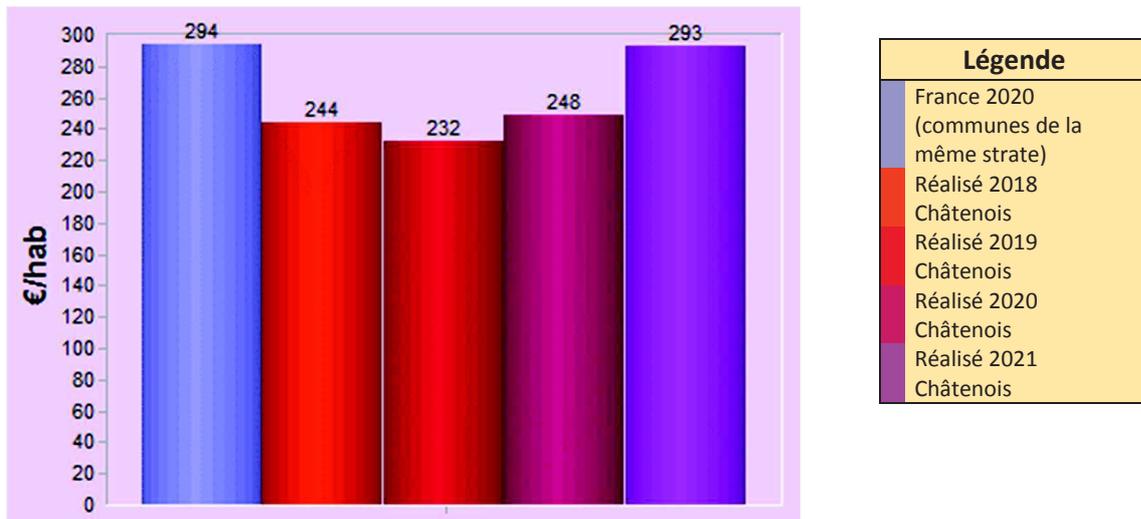
<b>Dépenses d'investissement</b>			
<b>Chapitre</b>	<b>Désignation</b>	<b>Réalisé</b>	<b>% du total des dépenses</b>
16	Emprunts et dettes assimilés	369 812,32	20,50%
20	Immobilisations incorporelles (études)	15 764,98	0,87%
21	Immobilisations corporelles (achats mobilier/matériel informatique, matériel roulant, outillage, mobilier urbain, travaux bâtiments publics)	539 967,86	29,93%
23	Immobilisations en cours (travaux exple complexe sportif)	645 876,26	35,80%
001	Déficit d'investissement reporté	211 141,09	11,70%
040	Opérations d'ordre de transfert entre sections	19 807,24	1,10%
041	Opérations patrimoniales	1 956,00	0,11%
	<b>TOTAL DEPENSES</b>	<b>1 804 325,75</b>	<b>100,00%</b>

Ci-dessous le détail des dépenses d'investissement par opération :



<b>Opérations d'équipement</b>				
<b>Opération d'équipement</b>	<b>Désignation</b>	<b>Budget</b>	<b>Réalisé</b>	<b>% Réalisation</b>
011101	MATERIEL INFORMATIQUE MAIRIE	10 000,00	0,00	
011103	MATERIEL OUTIL MOBILIER	37 000,00	22 796,53	61,61%
011104	MATERIEL ROULANT	70 000,00	42 000,00	60,00%
060201	MAIRIE	4 300,00	2 131,20	49,56%
060205	MAISON DU TOURISME ET DU PATRI	50 000,00	21 074,92	42,15%
060401	LOGEMENT CHARPENTIER	86 000,00	75 434,37	87,71%
060501	ECOLE MATERNELLE BAINS	7 600,00	7 523,51	98,99%
060502	ECOLE MATERNELLE DU HAHNENBERG	6 000,00	4 714,71	78,58%
060503	ECOLE ELEMENTAIRE KRAFFT	37 000,00	22 948,49	62,02%
060801	ESPACE LES TISSERANDS	25 000,00	14 260,58	57,04%
060803	COMPLEXE SPORTIF	2 001 000,00	622 016,13	31,09%
060901	SITE DES REMPARTS (FOUILLES)	30 000,00	24 228,00	80,76%
070201	REAMENAGEMENT RUE DE RIBEAUVILLÉ	1 000,00	0,00	
080303	ECLAIRAGE PUBLIC	28 000,00	20 054,19	71,62%
080310	SECURISATION VIEUX CHEMIN DE SELESTAT	0,00	1 261,20	
080315	VOIRIE NEUERWEG	5 000,00	4 067,12	81,34%
080319	ENFOUI RES RUE MCHL FOCH	5 500,00	5 346,71	97,21%
140304	MOBILIER URBAIN	3 500,00	2 440,97	69,74%
160801	SECURITE VIDEOSURVEILLANCE	23 600,00	0,00	0,00%
20070203	AMENAGEMENT PARKING RUE GOUMIERS-ZONE BLEUE	24 000,00	22 299,60	92,92%
20070204	REAMENAGEMENT RUE DES BAINS	205 400,00	133 929,27	65,20%
210303	MODIF PLU N 2	10 000,00	0,00	
21070201	Végétalisation parking (arr BEYSANG)	3 000,00	0,00	
21070202	CONTOURNEMENT EQUIPEMENT ET RESEAUX EP	15 000,00	14 615,88	97,44%
21070203	AIRE JEUX PARC ERGE	30 000,00	27 757,20	92,52%
21070204	LIAISON FIBRE COMMUNALE	0,00	0,00	
21070205	PARVIS RD PT COLLEGE	8 000,00	6 595,50	82,44%
21070206	RESTAURATION CHRIST CALVAIRE	3 500,00	1 924,55	54,99%
	<b>TOTAL DEPENSES</b>	<b>2 729 400,00</b>	<b>1 099 420,63</b>	<b>40,28%</b>

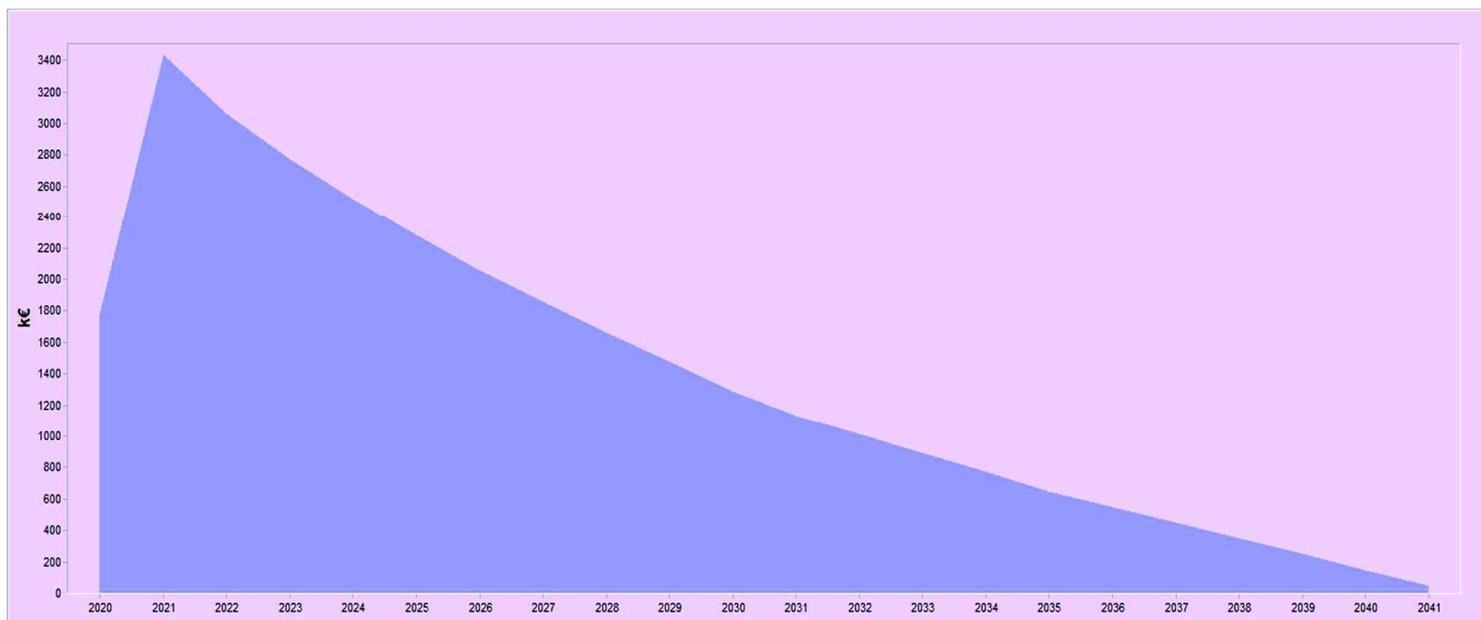
**Dépenses d'équipement brut / Population (Ratio 4) Evaluation de l'effort d'équipement par habitant**



Ce graphique traduit bien ici la volonté d'améliorer de façon constante le cadre de vie des castinétains, avec la hausse de 2021 qui s'explique par le démarrage des chantiers complexe sportif, maison du patrimoine et la voirie rue des Bains essentiellement.

## • L'endettement de la Collectivité

### a. L'évolution de l'encours de dette (situation au 31/12/2021)



<b>Evolution de l'encours de la dette</b>	
<b>Année</b>	<b>Capital restant dû</b>
2020	1 783 519,25
2021	3 433 912,89
2022	3 064 200,57
2023	2 773 020,34
2024	2 519 181,82
2025	2 281 325,26
2026	2 058 972,05
2027	1 861 946,22
2028	1 664 237,26
2029	1 475 835,79
2030	1 290 066,24
2031	1 134 085,44
2032	1 013 352,96
2033	892 429,07
2034	771 312,03
2035	650 000,00
2036	550 000,00
2037	450 000,00
2038	350 000,00
2039	250 000,00
2040	150 000,00
2041	50 000,00

Le tableau suivant (page 17) et le graphique page 18 présentent l'évolution des emprunts avec l'emprunt à 2 000 000 € débloqué en 2021.

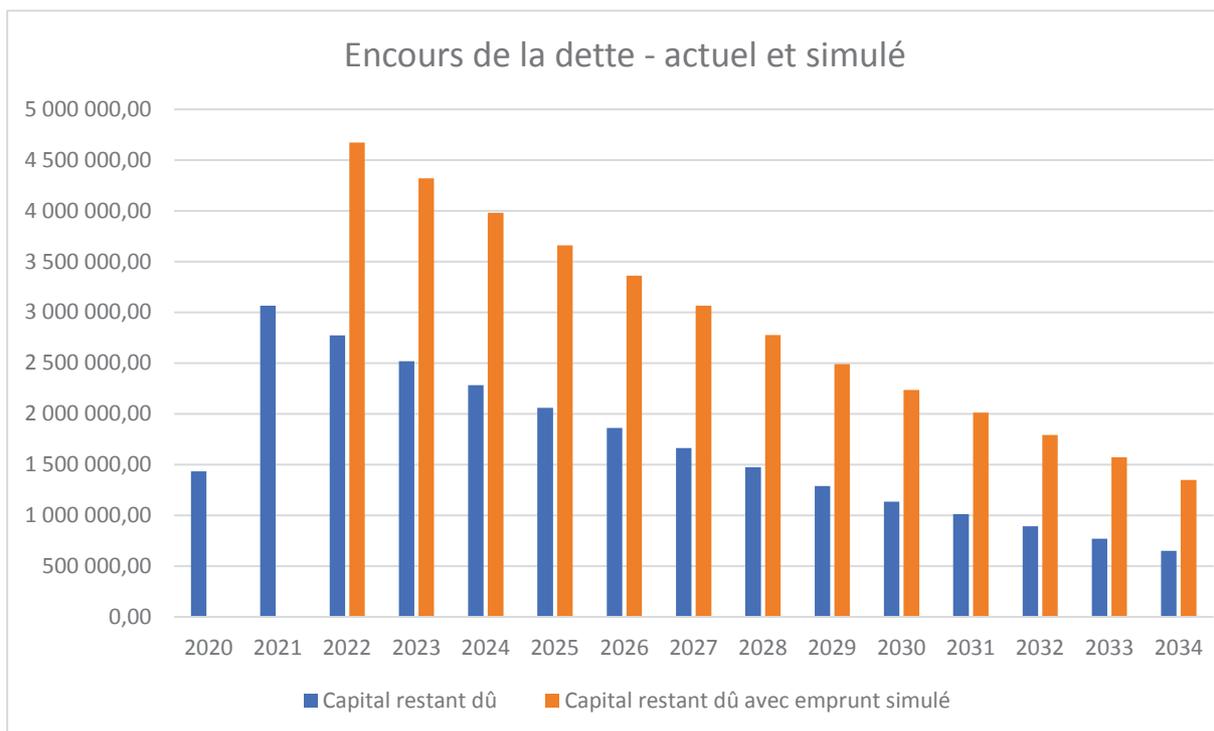
### Etat de l'endettement annuel (avec emprunts sur créances)

Année	Capital de départ	Capital	Intérêts	Frais	Ecart de change	Total versement	Capital restant
2001	3 601 749,04	284 604,66	133 165,65	0,00	(+)	0,00	3 317 144,31
2002	5 375 420,13	286 145,93	212 995,00	571,68	(+)	0,00	7 419 357,80
2003	4 067 294,86	735 819,93	178 919,18	0,00	(+)	0,00	3 331 474,93
2004	3 331 474,94	656 448,80	153 821,53	0,00	(+)	0,00	2 675 026,14
2005	3 375 026,14	200 666,48	144 304,49	0,00	(+)	0,00	3 174 359,66
2006	3 489 359,66	185 334,94	148 588,23	0,00	(+)	0,00	3 304 025,70
2007	3 304 024,71	309 348,36	155 406,28	0,00	(+)	0,00	2 994 676,35
2008	3 344 676,35	485 187,97	141 220,30	0,00	(+)	0,00	2 859 488,38
2009	2 859 488,38	195 874,40	135 244,17	0,00	(+)	0,00	3 133 613,98
2010	3 408 613,98	441 559,68	136 712,63	0,00	(+)	0,00	2 967 054,30
2011	3 247 054,30	244 348,38	133 060,23	0,00	(+)	0,00	3 002 705,92
2012	3 202 705,92	249 395,66	127 681,21	200,00	(+)	0,00	3 053 310,26
2013	3 353 310,26	507 439,39	126 082,59	550,00	(+)	0,00	2 845 870,87
2014	3 095 870,89	679 341,55	114 243,02	250,00	(+)	0,00	2 686 529,34
2015	2 766 529,34	536 389,06	102 817,44	600,00	(+)	0,00	2 710 140,28
2016	2 710 140,28	293 635,44	94 194,30	480,00	(+)	0,00	2 416 504,84
2017	2 416 504,84	301 507,93	82 551,51	0,00	(+)	0,00	2 114 996,91
2018	2 114 996,91	310 849,18	70 205,28	0,00	(+)	0,00	1 804 147,73
2019	1 804 147,73	320 628,48	57 421,03	0,00	(+)	0,00	1 783 519,25
2020	1 783 519,25	349 606,36	46 872,84	300,00	(+)	0,00	1 433 912,89
2021	3 433 912,89	369 712,32	42 659,19	0,00	(+)	0,00	3 064 200,57
2022	3 064 200,57	291 180,23	40 940,59	0,00	(+)	0,00	2 773 020,34
2023	2 773 020,34	253 838,52	35 078,39	0,00	(-)	0,00	2 519 181,82
2024	2 519 181,82	237 856,56	30 254,13	0,00	(+)	0,00	2 281 325,26
2025	2 281 325,26	222 353,21	25 835,92	0,00	(+)	0,00	2 058 972,05
2026	2 058 972,05	197 025,83	22 448,17	0,00	(+)	0,00	1 861 946,22
2027	1 861 946,22	197 708,96	19 446,11	0,00	(+)	0,00	1 664 237,26
2028	1 664 237,26	188 401,47	16 530,56	0,00	(+)	0,00	1 475 835,79
2029	1 475 835,79	185 769,55	13 988,75	0,00	(+)	0,00	1 290 066,24
2030	1 290 066,24	155 980,80	11 791,25	0,00	(+)	0,00	1 134 085,44
2031	1 134 085,44	120 732,48	10 320,96	0,00	(+)	0,00	1 013 352,96
2032	1 013 352,96	120 923,89	9 179,55	0,00	(+)	0,00	892 429,07
<b>Sous-total</b>		<b>10 115 616,40</b>	<b>2 773 980,48</b>	<b>2 951,68</b>		<b>12 892 548,56</b>	
<b>Total</b>		<b>10 115 616,40</b>	<b>2 773 980,48</b>	<b>2 951,68</b>		<b>12 892 548,56</b>	

Avec une simulation d'emprunt à 2 000 000 €, sur 20 ans, taux 1%

**Etat de l'endettement annuel (avec emprunts sur créances et de simulation)**

Année	Capital de départ	Capital	Intérêts	Frais	Ecart de change		Total versement	Capital restant
2001	3 601 749,04	284 604,66	133 165,65	0,00	(+)	0,00	417 770,31	3 317 144,31
2002	5 375 420,13	286 145,93	212 995,00	571,68	(+)	0,00	499 712,61	7 419 357,80
2003	4 067 294,86	735 819,93	178 919,18	0,00	(+)	0,00	914 739,11	3 331 474,93
2004	3 331 474,94	656 448,80	153 821,53	0,00	(+)	0,00	810 270,33	2 675 026,14
2005	3 375 026,14	200 666,48	144 304,49	0,00	(+)	0,00	344 970,97	3 174 359,66
2006	3 489 359,66	185 334,94	148 588,23	0,00	(+)	0,00	333 923,17	3 304 025,70
2007	3 304 024,71	309 348,36	155 406,28	0,00	(+)	0,00	464 754,64	2 994 676,35
2008	3 344 676,35	485 187,97	141 220,30	0,00	(+)	0,00	626 408,27	2 859 488,38
2009	2 859 488,38	195 874,40	135 244,17	0,00	(+)	0,00	331 118,57	3 133 613,98
2010	3 408 613,98	441 559,68	136 712,63	0,00	(+)	0,00	578 272,31	2 967 054,30
2011	3 247 054,30	244 348,38	133 060,23	0,00	(+)	0,00	377 408,61	3 002 705,92
2012	3 202 705,92	249 395,66	127 681,21	200,00	(+)	0,00	377 276,87	3 053 310,26
2013	3 353 310,26	507 439,39	126 082,59	550,00	(+)	0,00	634 071,98	2 845 870,87
2014	3 095 870,89	679 341,55	114 243,02	250,00	(+)	0,00	793 834,57	2 686 529,34
2015	2 766 529,34	536 389,06	102 817,44	600,00	(+)	0,00	639 806,50	2 710 140,28
2016	2 710 140,28	293 635,44	94 194,30	480,00	(+)	0,00	388 309,74	2 416 504,84
2017	2 416 504,84	301 507,93	82 551,51	0,00	(+)	0,00	384 059,44	2 114 996,91
2018	2 114 996,91	310 849,18	70 205,28	0,00	(+)	0,00	381 054,46	1 804 147,73
2019	1 804 147,73	320 628,48	57 421,03	0,00	(+)	0,00	378 049,51	1 783 519,25
2020	1 783 519,25	349 606,36	46 872,84	300,00	(+)	0,00	396 779,20	1 433 912,89
2021	3 433 912,89	369 712,32	42 659,19	0,00	(+)	0,00	412 371,51	3 064 200,57
2022	5 064 200,57	391 180,23	60 565,59	0,00	(+)	0,00	451 745,82	4 673 020,34
2023	4 673 020,34	353 838,52	53 703,39	0,00	(+)	0,00	407 541,91	4 319 181,82
2024	4 319 181,82	337 856,56	47 879,13	0,00	(+)	0,00	385 735,69	3 981 325,26
2025	3 981 325,26	322 353,21	42 460,92	0,00	(+)	0,00	364 814,13	3 658 972,05
2026	3 658 972,05	297 025,83	38 073,17	0,00	(+)	0,00	335 099,00	3 361 946,22
2027	3 361 946,22	297 708,96	34 071,11	0,00	(+)	0,00	331 780,07	3 064 237,26
2028	3 064 237,26	288 401,47	30 155,56	0,00	(+)	0,00	318 557,03	2 775 835,79
2029	2 775 835,79	285 769,55	26 613,75	0,00	(+)	0,00	312 383,30	2 490 066,24
2030	2 490 066,24	255 980,80	23 416,25	0,00	(+)	0,00	279 397,05	2 234 085,44
2031	2 234 085,44	220 732,48	20 945,96	0,00	(+)	0,00	241 678,44	2 013 352,96
2032	2 013 352,96	220 923,89	18 804,55	0,00	(+)	0,00	239 728,44	1 792 429,07
2033	1 792 429,07	221 117,04	16 661,40	0,00	(+)	0,00	237 778,44	1 571 312,03
2034	1 571 312,03	221 312,03	14 516,46	0,00	(+)	0,00	235 828,49	1 350 000,00
<b>Sous-total</b>		<b>11 658 045,47</b>	<b>2 966 033,34</b>	<b>2 951,68</b>			<b>14 627 030,49</b>	
<b>Total</b>		<b>11 658 045,47</b>	<b>2 966 033,34</b>	<b>2 951,68</b>			<b>14 627 030,49</b>	

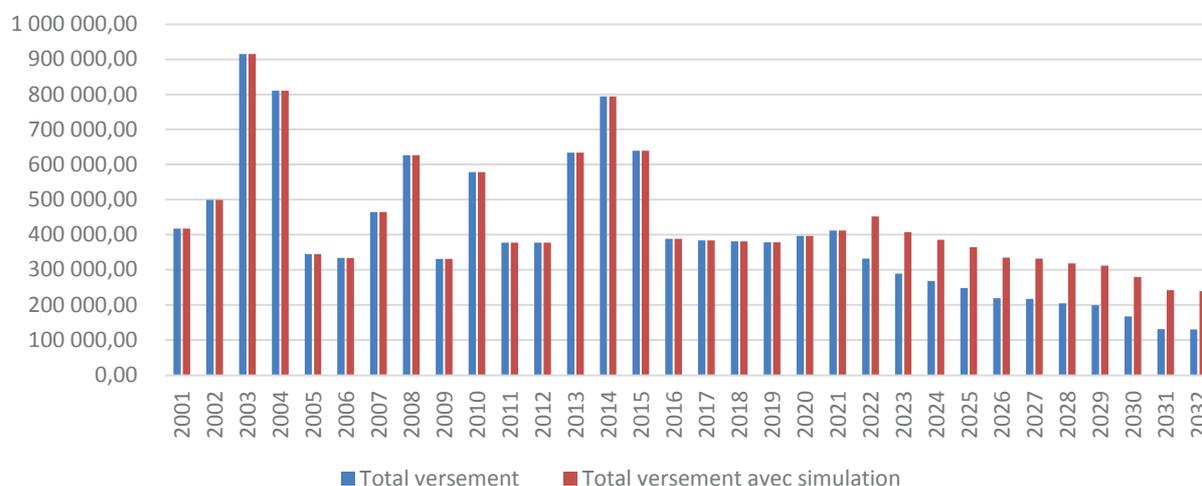


Sur la page suivante, seront présentés un tableau et un graphique traduisant la totalité des versements selon les emprunts actuels, en comparaison avec les emprunts simulés.

Force est de constater qu'avec un nouvel emprunt de 2 000 000 € en 2022, le total des versements reste maîtrisé.

Année	Total versement	Avec emprunt simulé
		Total versement avec simulation
2001	417 770,31	417 770,31
2002	499 712,61	499 712,61
2003	914 739,11	914 739,11
2004	810 270,33	810 270,33
2005	344 970,97	344 970,97
2006	333 923,17	333 923,17
2007	464 754,64	464 754,64
2008	626 408,27	626 408,27
2009	331 118,57	331 118,57
2010	578 272,31	578 272,31
2011	377 408,61	377 408,61
2012	377 276,87	377 276,87
2013	634 071,98	634 071,98
2014	793 834,57	793 834,57
2015	639 806,50	639 806,50
2016	388 309,74	388 309,74
2017	384 059,44	384 059,44
2018	381 054,46	381 054,46
2019	378 049,51	378 049,51
2020	396 779,20	396 779,20
2021	412 371,51	412 371,51
2022	332 120,82	451 745,82
2023	288 916,91	407 541,91
2024	268 110,69	385 735,69
2025	248 189,13	364 814,13
2026	219 474,00	335 099,00
2027	217 155,07	331 780,07
2028	204 932,03	318 557,03
2029	199 758,30	312 383,30
2030	167 772,05	279 397,05
2031	131 053,44	241 678,44
2032	130 103,44	239 728,44
<b>Total</b>	<b>12 892 548,56</b>	<b>14 153 423,56</b>

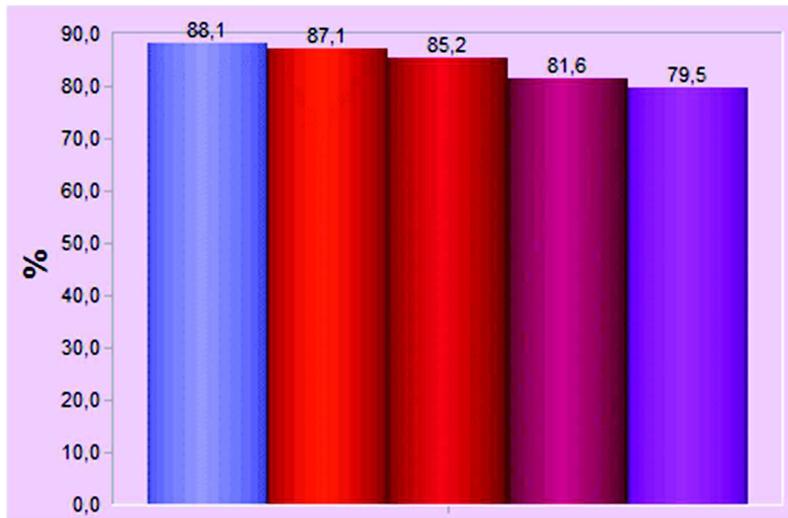
Total des versements de 2001 à 2032



En fin de mandat, le remboursement des annuités sera moins élevé qu'en début de mandat en ayant contracté 4 000 000 € d'emprunt au cours du mandat.

**Charges réelles de fonctionnement et remboursements de dette / Recettes réelles de fonctionnement (Ratio 8)**

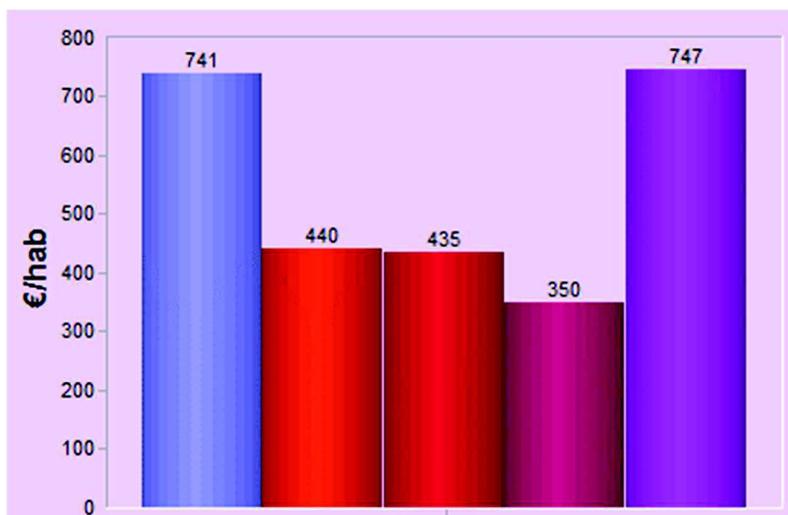
Rapport entre les charges courantes augmentées de l'annuité de la dette et les recettes courantes. Si > 100, la charge de dette n'est pas totalement financée par les recettes courantes



La Commune de Châtenois a toujours su contracter des emprunts dans une juste mesure, de sorte que les recettes courantes permettent le financement de la charge de la dette.

**Encours de la dette au 31/12 /2021 Population (Ratio 5)**

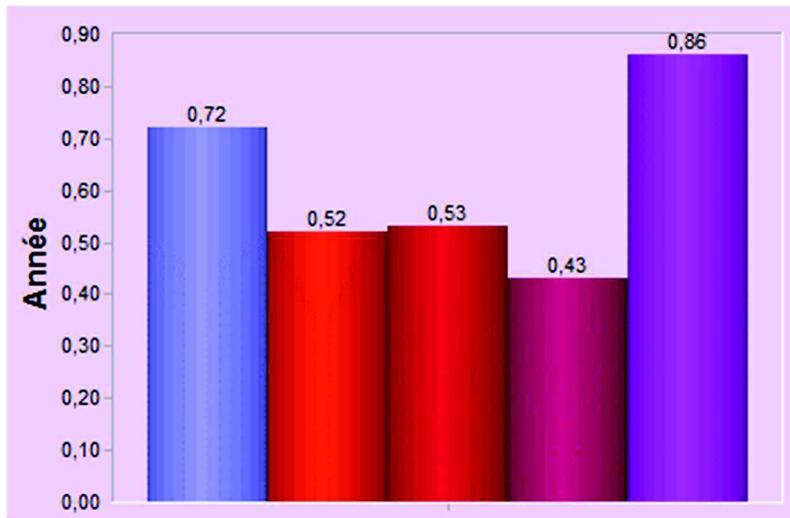
Evaluation de l'endettement total en fin d'exercice par habitant



Légende	
	France 2020 (communes de la même strate)
	Réalisé 2018 Châtenois
	Réalisé 2019 Châtenois
	Réalisé 2020 Châtenois
	Réalisé 2021 Châtenois

**Encours de la dette au 31/12 / 2021 Recettes réelles de fonctionnement (tableau 10)**

Poids de la dette en nombre d'année de recettes courantes



La hausse s'explique par l'emprunt de 2 000 000 € débloqué en juin 2021.

**Les propositions d'emprunt pour 2022 – Tableau comparatif pour un emprunt de 2 000 000 € sur 20 ans, trimestrialité constante en capital et intérêts.**

BANQUE	LA BANQUE POSTALE	CAISSE D EPARGNE	CREDIT MUTUEL	CREDIT AGRICOLE
<b>TAUX PROPOSE</b>	1%	1%	0,75%	0.93%
<b>Frais de dossier</b>	2 000 €	1 300 €	2 000 €	1 000 €

Ce point a été débattu en commission des finances et sera validé en séance de Conseil Municipal afin d'acter le choix d'un organisme bancaire.

• **Les investissements de la Collectivité**

Les projets prévus pour 2022

**FONCIER**

- Acquisitions foncières diverses : 20 000 € par an (2022-2026)

**VOIRIE**

- Rue de RIBEAUVILLE enfouissement – réaménagement : 407 000€, 2023 : 293 000€ voirie (recettes escomptées 20 000€ de subvention)
- Rue des Goumiers : 700 000 € (300 000 € en 2023 et 400 000 € en 2024)
- Enfouissement réseaux rue du Maréchal FOCH : 46 000€
- Parking derrière Beysang : 3 000€
- Elargissement Neuerweg : 5 000€ (2023 : 303 000€)
- Chemin Sommerberg (Scherwiller) : 5 500€
- Divers chemins ruraux : 10 000€ par an (2023-2026)
- Etude hydraulique prévention des inondations versant nord Hahnenberg/Rottenberg suite inondations Mittelmuehl : 30 000€ (recettes escomptées 10 000€ de subvention)
- Réaménagement Grube suite inondations – consolidation et enrochement : 50 000€ (recettes escomptées 15 000€ de subvention)
- Voirie et sécurisation Vieux chemin de Sélestat : 393 000€
- Rondpoint collège et parvis : 12 000€ (1 400 € RAR à ce jour + 400 000€ travaux 2025)
- Requalification RN59 études MOE 2024 : 50 000 €

- Achèvement rue des Bains : 55 000 €
- Voirie rte Kintzheim- rétablissement suite construction : 8 000 €

## ECLAIRAGE PUBLIC

- Armoire EP route de Scherwiller : 6 000€
- Rue de l'Ortenbourg – Annexe (7 lum) : 3 000€
- Rachat des luminaires Licht Orschwiller (12 lum) : 3 000€
- Renouvellement du parc : 30 000€ par an (2023-2026), (recettes escomptées 12 000€ de subvention par an)

## BATIMENTS

- Défibrillateur CCA : 2 300€
- Infiltrations clocheton mairie : 23 300€
- MTP travaux : CP 2022 : 878 000€ (recettes escomptées 250 000€ de subventions)
- Complexe sportif : CP 2022 = 1 546 500€  
Recettes à percevoir : CEA : 462 393€ / REGION : 200 000€ / DETR reliquat : 289 652€ / CLIMAXION : 57 890€
- Cuisine et mobilier complexe sportif : 20 000 €
- Agrandissement ELT : 400 000€ (2023-2024)
- Rénovation énergétique EMB : 120 000€ en 2023 (recettes escomptées 40 000 € de subvention)
- Rénovation énergétique EEK : 120 000 en 2023 (recettes escomptées 40 000 € de subvention)
- Illumination clocher Eglise : 12 500 € en 2023

## CADRE DE VIE

- Maintien à niveau ELT 2022 : Autolaveuse, meuble de rangement cuisine + serrure, bac de rangement vaisselle, film solaire vitrage dojo, remplacement sol et flutes gravées : 20 500€
- Maintien à niveau ELT : 30 000€ par an (2023-2026)
- Cimetière allée transversale béton désactivé : 45 000€
- Jardins partagés aménagement : 30 000€
- Illuminations de Noël : 10 000€ en 2022, puis 3000€ par an (2023-2026)
- Mobilier urbain : 5 000€ par an
- Vidéosurveillance et serveur : 85 800€ en 2022 (recettes escomptées 20 000€ de subvention)
- Vidéosurveillance maintenance : 10 000€ par an (2023-2026)
- Fibre communale dédiée : 45 000€
- Skate parc / pumptrack : 12 000 €
- Complexe sportif bornes de recharges électriques : 32 000€ (recettes escomptées 10 000€ de subvention)
- Stèle cimetière : 6 000€ en 2023

## EDUCATION

### EMB :

- 1 TBI : 4 200€
- Matériel PPMS : 1 000€
- Matériel pour salle de motricité : 3 100€
- Mise à niveau annuelle : 6 000€ (2023-2026)

### EMH :

- 1 TBI : 4 200€
- Matériel PPMS : 1 000€
- Mobilier et imprimante : 1 100€
- Aire de jeux : 16 000€
- Mise à niveau annuelle : 6 000€ (2023-2026)

## EEK :

- 2 TBI : 8 400€
- Matériel PPMS et mobilier : 3 300€
- Mise à niveau annuelle : 10000

## DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET TOURISTIQUE

- Fouilles : Stabilisation et mise en valeur du site : 25 000€ puis 30 000€ par an (2023-2026)
- Illumination remparts : 45 000€ en 2023

## SERVICES GENERAUX

- Renouvellement parc informatique Mairie et Police Municipale : 15 000€
- Maintien à niveau NTIC services communaux : 5 000€ par an (2023-2026)
- Renouvellement mobilier Mairie : 2 500€ par an
- Espaces Verts : saleuse pour tracteur, brosse terrain synthétique, petit outillage : souffleur, débroussailleuse, combi perche : 20 000€
- Espaces Verts : Tondeuse 1 200€
- Maintien à niveau atelier (EV et BV) : 30 000€ par an (2023-2026)
- Atelier : Scie à onglet, éclairage ext de l'atelier, feu d'éclairage toit tracteur, modif circuit hydraulique godet malaxeur : 10 500€
- Atelier : véhicule d'occasion 32 500€
- Police Municipale : 1 vélo électrique : 3 300€

### a. Les besoins de financement pour l'année 2022

Afin de financer ses dépenses d'investissement, la Collectivité s'appuiera en 2022 sur :

- L'emprunt à hauteur de 2 000 000 € ;
- Des subventions d'investissement à hauteur de 1 380 000 €.
- Des excédents de fonctionnement capitalisés pour environ 649 087,40 € (à confirmer après validation du Compte Administratif 2021 par la Perception)

### b. Les restes à réaliser de 2021 pour l'année 2022

- Les alarmes pour les bâtiments communaux à hauteur de 5 700 € (matériel livré en janvier 2022)
- Le véhicule Jumper Citroën pour l'Atelier (engagement 2021 mais problème d'approvisionnement par le garage) : 27 766,76 €
- Maison du Tourisme et du Patrimoine : 28 000 €
- Salle des Tisserands (système de clés + logiciel) : 10 700 €
- Complexe Sportif : 1 320 500 €
- Eclairage Public (facture LMS doit arriver en janvier) : 2 000 €
- Rue des Bains : 50 500 €
- Rondpoint Parvis Collège : 1 400 € (facture LAPS à 6000 € arrivée en décembre 2021)

## • Les ratios obligatoires

L'article R 2313-1 du CGCT énonce les ratios synthétiques que doivent présenter les communes de plus de 3 500 habitants dans leur débat d'orientation budgétaire.

**Ratio 1** = Dépenses réelles de fonctionnement (DRF)/population : montant total des dépenses de fonctionnement en mouvement réels. Les dépenses liées à des travaux en régie (crédit du compte 72) sont soustraites aux DRF.

**Ratio 2** = Produit des impositions directes/population (recettes hors fiscalité reversée).

**Ratio 3** = Recettes réelles de fonctionnement (RRF)/population : montant total des recettes de fonctionnement en mouvements réels. Ressources dont dispose la collectivité, à comparer aux dépenses de fonctionnement dans leur rythme de croissance.

**Ratio 4** = Dépenses brutes d'équipement/population : dépenses des comptes de (immobilisations incorporelles) sauf 204 (subventions d'équipement versées), 21 (immobilisations corporelles), 23 (immobilisations en cours), 454 (travaux effectués d'office pour le compte de tiers), 456 (opérations d'investissement sur établissement d'enseignement) et 458 (opérations d'investissement sous mandat). Les travaux en régie sont ajoutés au calcul. Pour les départements et les régions, on rajoute le débit du compte correspondant aux opérations d'investissement sur établissements publics locaux d'enseignement (455 en M14).

**Ratio 5** = Dette/population : capital restant dû au 31 décembre de l'exercice. Endettement d'une collectivité à compléter avec un ratio de capacité de désendettement (dette/épargne brute) et le taux d'endettement (ratio 11).

**Ratio 6** = DGF/population : recettes du compte 741 en mouvements réels, part de la contribution de l'État au fonctionnement de la collectivité.

**Ratio 7** = Dépenses de personnel/DRF : mesure la charge de personnel de la collectivité ; c'est un coefficient de rigidité car c'est une dépense incompressible à court terme, quelle que soit la population de la collectivité.

**Ratio 8** = Marge d'autofinancement courant (MAC) = (DRF + remboursement de dette)/RRF : capacité de la collectivité à financer l'investissement une fois les charges obligatoires payées. Les remboursements de dette sont calculés hors gestion active de la dette. Plus le ratio est faible, plus la capacité à financer l'investissement est élevée ; a contrario, un ratio supérieur à 100 % indique un recours nécessaire à l'emprunt pour financer l'investissement. Les dépenses liées à des travaux en régie sont exclues des DRF.

**Ratio 9** = Dépenses brutes d'équipement/RRF = taux d'équipement : effort d'équipement de la collectivité au regard de sa richesse. À relativiser sur une année donnée car les programmes d'équipement se jouent souvent sur plusieurs années. Les dépenses liées à des travaux en régie, ainsi que celles pour compte de tiers sont ajoutées aux dépenses d'équipement brut.

**Ratio 10** = Dette/RRF = taux d'endettement : mesure la charge de la dette d'une collectivité relativement à sa richesse.

**Récapitulatif des ratios énoncés dans le présent document :**

<b>Dépenses</b>	<b>France 2020</b>	<b>Réalisé 2018</b>	<b>Réalisé 2019</b>	<b>Réalisé 2020</b>	<b>Réalisé 2021</b>	
Dépenses réelles de fonct/Population (Ratio 1)	820	654	623	579	600	<i>En €/hab</i>
Dépenses d'équipement brut/population (R4)	294	244	232	248	293	<i>En €/hab</i>
Frais de personnel/dépenses réelles de fonctionnement (R7)	54,20	47,8	51,2	50	51,3	<i>En %</i>
Dépenses d'équipement brut/recettes réelles de fonctionnement (R 9)	28,7	29,1	28,2	30,5	33,8	<i>En %</i>
<b>Recettes</b>	<b>France 2020</b>	<b>Réalisé 2018</b>	<b>Réalisé 2019</b>	<b>Réalisé 2020</b>	<b>Réalisé 2021</b>	
Impôts directs/population (R2)	477	525	534	540	554	<i>En €/hab</i>
Recettes réelles de fonct/population (R3)	1023	839	823	814	868	<i>En €/hab</i>
DGF/POPULATION (R6)	153	122	112	123	126	<i>En €/hab</i>
<b>Dettes</b>	<b>France 2020</b>	<b>Réalisé 2018</b>	<b>Réalisé 2019</b>	<b>Réalisé 2020</b>	<b>Réalisé 2021</b>	
Encours dette/POP (R5)	741	440	435	350	747	<i>En €/hab</i>
Encours de la dette/recettes réelles de fonct (R10)	0,72	0,52	0,53	0,43	0,86	<i>En nbre d'années de recettes courantes</i>
Charges de fonct/remb dette/recettes réelles de fonct (R8)	88,1	87,1	85,2	81,6	79,5	<i>En %</i>